

<p style="text-align: center;">CONSEIL DU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX Groupe de travail: Commercialisation des chiens</p>

FICHE DE GROUPE DE TRAVAIL

1. Participants au groupe de travail

Président:

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Professeur Claire Diederich | <p>Vice-Présidente du Conseil du Bien-être des animaux
Professeur Université de Namur</p> |
|---|---|

Membres du groupe de travail:

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Mme Bernard Elisabeth• Mme Elsen Marleen• Mme Haverbeke Anouck
• M Iser Hubert• Mme Lievens Gonda• M Monami Léonard• M. Montegnies Jean-Marc• M Thelissen Marc• Mme Van Caelenbergh Christiane• M Vandenbosch M | <p>Responsable du Service d'inspection du Bien-être Animal
Conseil National de la Protection Animale
Vétérinaire diplomate du Collège européen de comportement animal
Société Royale Saint Hubert
Conseil Supérieur de l'Ordre des Vétérinaires
Andibel
Animaux en Péril
Conseil National des Eleveurs et Amateurs d'Animaux
ANI-ZOO
GAIA</p> |
|--|---|

Experts invités et/ou consultés:

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• M Grooteboer Karl• M Lodewyckx Walter• M Thierry Tramasure• M Goffaux• Professeur Thiry• Professeur Nauwinck• M Patrick Roosemont• M Francis Deryckere• M Thibaut Willaert• Mme Christel Moons• Mme Joëlle Hofmans
• M Léonard Van Autgaerden• M Dany Grosemans• M Matthew Bottomley | <p>Spécialiste élevage canin
Particulier passionné du chien
Vétérinaire de contrat d'un éleveur commerçant
SPA Charleroi
Prof. virologie (Médecine vétérinaire-ULG)
Prof. Virologie (Médecine vétérinaire-UGent)
SPF Santé publique-service juridique DG4
SPF Economie-Service Protection des consommateurs
SPF Economie-Service Protection des consommateurs
Ethologue avec un doctorat en soins aux animaux
Vétérinaire, diplômée de l'école vétérinaire française de comportement
Elevage Dobby home
Spécialiste indépendant en comportement canin
Breeding Manager of The Guide Dogs in UK</p> |
|---|--|

Responsable pour le Conseil du bien-être des animaux:

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• M. Bruno Cardinal | <p>SPF Santé publique, Conseil du Bien-être des animaux</p> |
|---|---|

Service du Bien-être animal

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• M. Eric Van Tilburgh• M. Joël Loir | <p>SPF Santé publique, service Bien-être animal
SPF Santé publique, service Bien-être animal</p> |
|---|--|

2. Dates des réunions

24/01/12 - 09/03/12 - 26/04/12 - 31/05/12 - 10/07/12 - 02/10/12 - 08/11/12 - 13/12/12 - 19/02/2013 - 19/03/13 - 14/05/13 - 25/06/13 - 26/09/13 - 05/11/13 - 10/12/13 - 28/01/14

3. Synthèse des travaux du groupe de travail

Le Conseil du Bien-être des Animaux a décidé de remettre un avis sur la commercialisation des chiens en Belgique. Cet avis a pour but de permettre une diminution du nombre de chiens abandonnés dans les refuges ainsi que d'augmenter la garantie pour l'acheteur au niveau sanitaire et comportemental:

- Le groupe de travail a réuni des experts scientifiques, des représentants de la protection animale, des représentants des éleveurs, des commerçants et de l'Ordre des Médecins Vétérinaires ainsi que les services d'inspection de l'administration.

D'après diverses sources, les données suivantes ont été collectées en 2011 :

154 857 chiens ont été enregistrés pour la première fois (source : ABIEC)

- 3 % par des refuges.
- 18 % par des éleveurs.
- 24 % par des éleveurs-commerçants.
- 55 % par des particuliers.

26 520 chiens ont été accueillis en refuge (source : statistiques officielles refuge)

- 8 600 chiens étaient perdus et ont retrouvé leur propriétaire. 17 920 chiens ont été abandonnés.
- Parmi les chiens recueillis, 2 700 ont été euthanasiés.

D'après le refuge « Animaux en périls » pour l'année 2011 :

- 37 % des chiens recueillis au sein du refuge étaient non-identifiés.
- 50 % des chiens abandonnés sont « sans race ».
- 43% des abandons étaient classés dans la catégorie « raison d'abandon non-objective et de confort »
- On observe que l'âge moyen des chiens abandonnés est de 3 ans.

Il ressort d'une enquête téléphonique, à laquelle 50% des refuges ont répondu, que ceux-ci mènent tous une évaluation comportementale et ce, à divers niveaux (utilisation de questionnaire et/ou de tests comportementaux). Cette enquête indique également que les refuges sont conscients des risques liés à l'adoption et qu'ils sont demandeurs d'un outil d'évaluation de ces risques.

Parmi les chiens enregistrés pour la première fois, 30 209 (19,5 % d'entre eux) étaient d'origine étrangère (source : ABIEC) :

- 10 448 (7 %) d'origine Slovaque.
- 8 042 (5%) d'origine Tchèque.
- 5 333 (3,5%) d'origine Néerlandaise.
- 2 649 (2%) d'origine Hongroise.

Au sein de l'Union Européenne, la législation belge est la seule qui exige, pour la commercialisation de chiens venant de l'étranger, une déclaration de l'autorité compétente du pays d'origine, chargée de contrôler le bien-être animal dans l'élevage d'origine, que celui-ci remplit au minimum les conditions

fixées dans l'annexe III de l'AR du 27 avril 2007 (dimensions des cages d'hébergement, de mise-bas, normes de socialisation, stimulations de l'environnement, soins aux animaux).

L'analyse de ces origines montre que pour au moins 90% des chiots slovaques et tchèques, ils proviennent respectivement de 4 et 2 opérateurs, laissant supposer que ceux-ci procèdent à des rassemblements d'animaux et mettant le doute sur la maîtrise des conditions d'élevage par les Autorités.

Ce constat a incité les autorités belges à organiser une visite officielle chez ces opérateurs.

Cette visite a eu lieu du 26 au 29 août 2013 en Slovaquie et République Tchèque et les conclusions sont les suivantes :

La mission a permis de rencontrer sur place les acteurs de l'élevage et la commercialisation des chiens sous la conduite des autorités des pays visités. L'ouverture dont ont fait part les parties, montre le souci à respecter les préoccupations de la Belgique, qui va au-delà des obligations européennes. L'analyse en situation pratique révèle des aspects sur lesquels l'interprétation et la mise en application peuvent être améliorées. Il s'agit par exemple de la reconnaissance possible de la législation slovaque si elle satisfait aux exigences de l'annexe III et s'applique à tous les éleveurs fournisseurs ; il s'agit aussi d'un système de reconnaissance de conformité « en cascade » délégué au vétérinaire de l'élevage et reconnu par un vétérinaire officiel, pour les chiens commercialisés par un centre de rassemblement en Tchéquie.

Ces pistes doivent être investiguées plus avant, en collaboration avec les autorités compétentes des pays, et en gardant à l'esprit le but recherché par la législation : assurer des conditions d'élevage qui garantissent la santé, le bien-être et la socialisation des chiens commercialisés.

La mission révèle à tout le moins qu'il existe des bonnes pratiques et une volonté de respecter et faire respecter ces bonnes pratiques. Il est de notre rôle, dès lors, d'œuvrer en collaboration avec les autorités locales, les éleveurs et les associations de protection animale pour mettre en évidence les circuits officiels qui respectent les obligations et sont contrôlés, et lutter contre les circuits parallèles qui mettent en péril le bien-être animal.

Il faut aussi continuer à plaider pour l'uniformisation d'une législation européenne relative aux conditions d'élevage et de commercialisation des chiens. En Belgique, l'utilisation du passeport comme première preuve d'identification dans lequel sont consignés directement les vaccins et qui doit suivre le chien, constitue un moyen efficace de traçabilité qui peut servir d'exemple.

Par ailleurs, aux Pays-Bas, les autorités sensibilisées à la législation belge, portent une attention particulière à l'origine des chiens étrangers transitant sur leur territoire à destination de la Belgique.

- **Concernant les éleveurs:**

Le groupe de travail suspecte que le nombre de chiots issus de cette catégorie soit sous-estimé et représente probablement une partie plus importante que 18% des chiens nouvellement identifiés.

Sur base de la littérature¹, on peut tirer les informations suivantes :

- D'après une enquête dans 48 élevages belges, la qualité de l'environnement d'élevage pourrait ne pas être satisfaisante pour un développement comportemental optimal des chiots. Des déficiences,

¹ - R. De Meester, C. Moons, H. Van Bree, F. Coopman, 2005. *Critical evaluation of the environment in Belgian dog breeding kennels during the puppies' socialisation period*. *Vlaams Diergeneeskundig Tijdschrift*, 74: 364-374

- J. Korbelik, J. Rand, J. Morton, 2011. *Comparison of early socialization practices used for litters of small-scale registered dog breeders and nonregistered dog breeders*. *J. Am. Vet. Med. Assoc.*, 239: 1090-1097

- T. King, L. Martson, P. Bennett, 2012. *Breeding dogs for beauty and behavior: why scientists need to do more to develop valid and reliable behavior assessments for dogs kept as companions*. *Appl. Anim. Behav. Sci.* 137 (2012), 1-12

telles qu'un sevrage trop précoce, l'isolement, le manque de stimulations physiques et sociales sont plus fréquemment observées dans les grands élevages (plus de 19 chiennes reproductrices, *De Meester et al., 2005*). Il faut toutefois souligner que cette étude est antérieure à l'AR de 2007. Les effets des changements, notamment en matière de normes d'élevage (pour tous les éleveurs grands ou petits) ne sont pas connus. Les conditions de socialisation et d'enrichissement de l'environnement sont meilleures chez les petits éleveurs (maximum 6 chiennes reproductrices) enregistrés que non enregistrés, ces derniers font en outre plus souvent face à des gestations non planifiées (*enquête australienne, Korbelik et al., 2011*). Le groupe de travail manque de données objectives afin de pouvoir déterminer si la situation belge est comparable à celle constatée en Australie.

- Il est nécessaire de ne mettre à la reproduction que les chiens les plus aptes à devenir des compagnons de la vie de l'homme, c'est-à-dire qu'ils répondent à des standards de santé, de conformation extérieure mais aussi, de tempérament/personnalité. Ces outils d'évaluation sont encore à développer, via efforts conjoints des scientifiques et des éleveurs (*King et al., 2012*)
- D'après le Service d'Inspection, les éleveurs agréés respectent les règles d'identification

- **Concernant les éleveurs-commerçants:**

- Le GT, pour diverses raisons, constate que l'obligation d'élevage faite aux éleveurs-commerçants aboutit à une situation où ces éleveurs ne le sont que pour respecter la législation, leur vrai métier étant la revente de chiens.
- Le représentant du secteur signale qu'il existe, depuis cette obligation, une plus grande professionnalisation du secteur (les plus petites unités ont arrêté leur activité) et que cela a amélioré le bien-être des animaux. Les chiennes reproductrices de ces éleveurs sont bien contrôlées et il n'est pas relevé plus de problèmes qu'ailleurs.
- Lors d'importation, la Belgique est le seul état membre qui impose des conditions de commercialisation pour les exportateurs étrangers. Ceux-ci doivent respecter des normes de bien-être équivalentes aux normes d'élevages belges (annexe 3 de l'AR du 27/04/2007).
Le groupe de travail a conscience que le réel impact bénéfique des mesures prises par cet AR en matière de commercialisation des chiens ne peut encore être évalué (il faut une application de minimum 3 ans pour juger de l'efficacité d'une législation. Dans le cas présent, ce temps est plus long puisque l'âge moyen des chiens abandonnés est de 3 ans).

- **Concernant les particuliers:**

- Dans cette catégorie « particulier » de l'ABIEC, sont compris les particuliers ayant acquis un chien non-identifié et les éleveurs n'ayant pas besoin d'agrément (1 à 2 nichées par an). Ce chiffre est surestimé car les refuges avant 2012 identifiaient régulièrement les chiens non-identifiés directement au nom de l'adoptant.
- La publicité via internet et l'offre importante pourrait favoriser les achats impulsifs.
- Un sondage téléphonique (n=100) a été réalisé auprès de propriétaires de chiens enregistrés pour la première fois en 2011. Il n'apparaît pas de différence significative au niveau satisfaction en fonction de l'origine du chien parmi les différentes catégories de vendeurs. Les sources d'approvisionnement en chiots citées sont Internet, le bouche à oreilles, un éleveur connu de l'acheteur.
- La sensibilisation et l'information du futur propriétaire sont essentielles pour permettre des achats réfléchis et adaptés et ainsi faire diminuer les abandons dans les refuges.
- Le groupe de travail constate que la part des chiens provenant des éleveurs sans agrément est actuellement difficile à quantifier. Bien que la qualité d'élevage de cette source soit suspectée d'être médiocre, le groupe de travail ne possède pas suffisamment de données pour établir si cette

source de chien est plus susceptible qu'une autre de fournir des animaux de moins bonne qualité comportementale et sanitaire.

- La mise en place d'un agrément pour les éleveurs occasionnels pourrait être une solution pour réduire le nombre de chiots mis sur le marché mais :

Attendu que ce type d'éleveurs représente une part très importante du nombre de chiens nouvellement enregistrés chaque année dans la banque de données d'identification des chiens (plus de 50%) ;

Attendu la difficulté de mise en œuvre d'un agrément de ce type d'éleveurs ;

Attendu la difficulté d'un contrôle systématique ;

Attendu que lors d'une plainte, le Service de Contrôle applique les normes d'élevage imposées aux éleveurs agréés ;

Vue l'urgence (régionalisation) ;

Le CBEA formule des propositions alternatives concernant les éleveurs occasionnels

A. Une analyse des enregistrements permet les actions suivantes :

- identification des portées officielles et des portées non-officielles (par exemple : mêmes noms de famille des 'éleveurs'/prénoms différents mais même adresse pour tous ces 'éleveurs')

- identification des fraudeurs en trouvant une origine commune aux chiens identifiés individuellement (ne vendent pas des chiots identifiés)

- aide à la correction des erreurs d'encodage dans la banque de données

- sensibilisation des vétérinaires et des acheteurs qui ont identifiés individuellement un chiot au nom de l'acheteur à la place de celui de l'éleveur

- enquêtes éventuelles sur l'origine de chiots issus de races dont il est connu qu'elles sont peu/pas élevées en Belgique et qui, si elles le sont, ne le sont que pas l'intermédiaires d'une Fédération canine (par exemple les races : Akita Inu, Shiba Inu, Bulldog anglais et français, Mops)

B. Sécurisation lors de l'enregistrement du nouveau chiot dans la banque de données :

- lier l'enregistrement du chiot à celui de sa mère (au moins) ou des 2 parents (si possible) par le vétérinaire au moment de l'enregistrement on-line. Sauf dans le cas où les chiens sont importés, il faudrait lier l'enregistrement du chiot au numéro de référence du document d'importation TRACES.

C. Autres mesures possibles

- contrôler et poursuivre les éleveurs qui vendent des chiots 'non identifiés', notamment via les petites annonces

- les Fédérations Canines (dont SSRSH, VOE, Kennel Club) pourraient être reconnues comme associations « accréditées » qui contrôlent leur membre sur base d'un cahier des charges (auto contrôle).

- **Commercialisation illégale :**

Les services d'inspections constatent parfois du commerce illégal de chiens par les éleveurs agréés et des importations illégales. Des témoignages recueillis pendant les travaux du groupe de travail suggèrent que ces chiffres sont élevés :

- Une partie des chiots issus des élevages agréés (amateurs et du commerce) serait non-déclarée et ne respecterait pas les obligations en matière d'identification. C'est à l'acheteur que reviendrait la charge de la première identification.
- Une partie des importations se ferait de manière illégale, sans passer par le circuit officiel (TRACES et commerces), par exemple : des touristes belges se fourniraient de 2-3 nichées qu'ils transporteraient dans leur véhicule privé. Les chiots seraient vendus par de 'faux particuliers'.
- Il existerait des fraudes sur le nombre de portées commercialisées par an. Certains de ces particuliers devraient donc être agréés au regard de la législation et certains éleveurs agréés amateurs seraient en fait de plus gros éleveurs.

Enfin, le groupe de travail ne peut déterminer l'influence de l'origine du chien sur le taux d'abandon ou les problèmes de comportement par manque d'information.

Suite à ces constatations, le GT a décidé de rendre son avis en priorité sur les thèmes pour lesquels un consensus existait :

- L'adaptation du certificat de garantie. Pour ce faire, le GT a pris contact avec le Professeur Thiry de l'ULG et le Professeur Nauwinck de l'Université de Gand, tous deux spécialistes en virologie vétérinaire. Des représentants du SPF Economie ont également été entendus par le GT.
- La possibilité d'un plan de socialisation et d'enrichissement de l'environnement au sein des élevages belges. Pour ce faire, le GT a interviewé le 26/09/2013 différents experts. Christel Moons (Ethologue avec un doctorat en soins aux animaux), Joëlle Hofmans (vétérinaire comportementaliste), Léonard Van Autgaerden (élevage Dobby home), Dany Grosemans (spécialiste indépendant en comportement canin), Matthew Bottomley (Breeding Manager van The Guide Dogs in UK).
- La possibilité d'encadrer les éleveurs occasionnels a été envisagée notamment via l'utilisation optimale de la banque de donnée d'identification des chiens.
- Les modalités de vente ont également été envisagées.

A la suite de ces travaux, un avis a été rendu par le GT, qui a en outre décidé de continuer ses discussions afin de rendre un avis sur les thématiques qui n'ont pas encore été abordées.

4. Approbation de l'avis par le Conseil du bien-être des animaux

L'avis est approuvé par le Conseil du Bien-être animal en date du 9 mai 2014